



Ville de Bruay sur l'Escaut

ARRETE MUNICIPAL ST N° 18/2024 REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION RUE JEAN JAURES

Nous, Maire de la Ville de Bruay – sur – l'Escaut,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu la circulaire interministérielle du 15/04/1974 sur la signalisation temporaire de chantier,
Vu les travaux de pose de compteur et de branchement aux réseaux à réaliser par la Société SUEZ EAU France Ordonnancement 258 Avenue Roland Moreno – 59410 Anzin,
Considérant qu'il y a lieu de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter les travaux et éviter les accidents,

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera considéré comme gênant au 615 rue Jean Jaurès et en fonction de la zone des travaux, du lundi 19 février au vendredi 17 mai 2024 de 8h à 17h.

ARTICLE 2 : La circulation sera limitée à 30 km/h au droit des travaux. **Elle ne pourra être barrée.**

ARTICLE 3 : La Société SUEZ EAU France se chargera d'informer les riverains des travaux prévus et des dispositions de stationnement mises en place 48 h avant la date d'intervention et la fin des travaux.

ARTICLE 4 : la Société SUEZ EAU France devra recourir aux services d'un signaleur et ce au démarrage et jusqu'à la fin du chantier.

ARTICLE 5 : Le délai entre la réfection provisoire et la réfection définitive conforme aux normes techniques, aux règles de l'Art et au règlement de voirie de la commune à charge de l'entreprise ne devra pas excéder 3 mois.

ARTICLE 6 : A noter que si le revêtement de la chaussée actuelle a été réalisé depuis moins de 3 ans, par conséquent, toute ouverture est interdite.

A TITRE DEROGATOIRE, cette interdiction est levée sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

- Il est demandé de reprendre 3 mètres de part et d'autre de la tranchée sur la largeur de la chaussée. De façon à garder la chaussée unie, cohérente avec le tapis neuf, l'exécution sera faite au finisseur.
- Pour tous les travaux réalisés sous la chaussée, sous trottoir ou accotements revêtus les couches de roulement seront découpées de façon franche et rectiligne sur toute leur épaisseur.
- Lors de la réfection définitive, le découpage des lèvres sera effectué avec une surlargeur de 0.10m par rapport aux dimensions réelles de l'excavation, conformément à la norme NFP 98-331.
- Les surfaces de chaussées présentant une dimension inférieure à 0.30m le long des bordures, caniveaux, émergences d'ouvrages ou tranchées déjà réfectionnées seront enlevées et refaites.

Sur trottoir, le délai de la réfection est de 3 mois. A noter que :

Le joint de couture sera réalisé sur toute la largeur de l'ouvrage par l'ajout d'un pavé.

Pavé de forme carré ou rectangulaire de 14.5x14.5 en 6 cm d'épaisseur, pavé rustique de couleur noire.

Afin de donner une continuité de la surface de roulement

- Ne pas être une source de bruit et de vibration
- Avoir une bonne étanchéité
- Tout ou partie des travaux comportent une ouverture d'une tranchée transversale. La classification du trafic retenu est du **type moyen (T3)**
- De par l'implantation des travaux en plusieurs endroits de l'emprise routière, la classification la plus contraignante sera retenue à savoir **type 5ANC**.

ARTICLE 7 : Pendant la durée des travaux, la Société SUEZ EAU France devra s'assurer que l'accès à la collecte des déchets se fasse normalement et que l'accès aux habitations ne soit pas obstrué.

ARTICLE 8 : En cas d'impossibilité temporaire, la Société SUEZ EAU France devra prévenir les riverains et la société Suez afin que les prestations soient assurées.

ARTICLE 9 : La Société SUEZ EAU France devra obligatoirement fournir à la commune un numéro de téléphone d'urgence joignable 24h/24h et 7j/7j afin de prévenir d'éventuels désagréments liés aux travaux.

ARTICLE 10 : En cas de non-respect des prescriptions émises dans les articles ci-dessus, la commune demandera le remboursement des frais engagés pour pallier la carence de la Société SUEZ EAU France.

ARTICLE 11 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification et sa publication.

ARTICLE 12 : Les véhicules en infraction au présent arrêté seront considérés comme gênants suivant les articles L 325-1 à L 325-3 et R 417-10&11 du code de la route. Ils seront enlevés et mis en fourrière au frais des propriétaires.

ARTICLE 13 : Monsieur le Commissaire Divisionnaire Chef de la Circonscription de la sécurité publique de Valenciennes, Monsieur le Chef du Pôle Sécurité en charge de la Police Municipale, Monsieur le Directeur de la Société SUEZ EAU France, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Brigade Environnement sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs des Pompiers de Bruay sur l'Escaut.

Fait à Bruay Sur L'Escaut, le 16 février 2024
Madame Le Maire,



Sylvia DUHAMEL

